

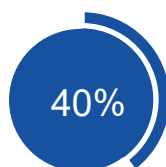
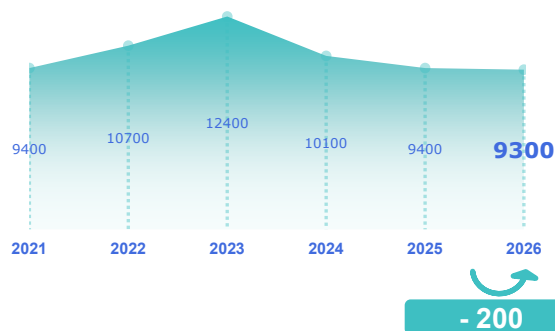


ENQUÊTE BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE 2026

CLPE - BONNEVILLE

STATISTIQUES, ÉTUDES ET ÉVALUATION

Les projets de recrutement



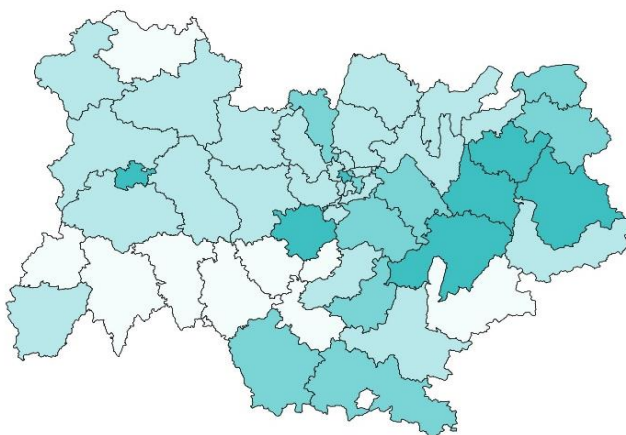
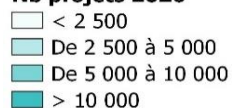
des projets ne
sont pas liés à
une activité
saisonnière



des projets sont
jugés difficiles à
réaliser par les
employeurs

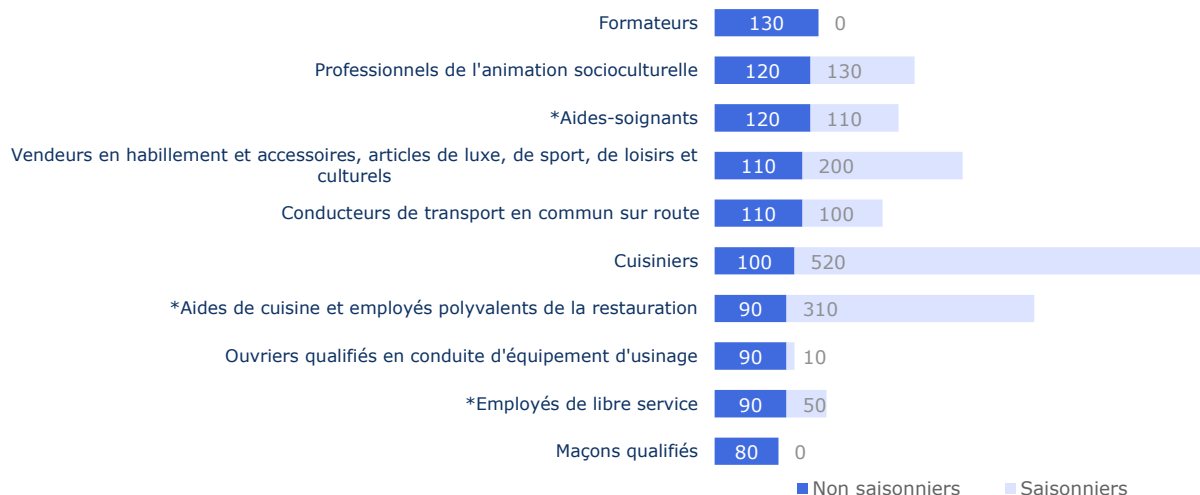
Répartition par CLPE

Nb projets 2026

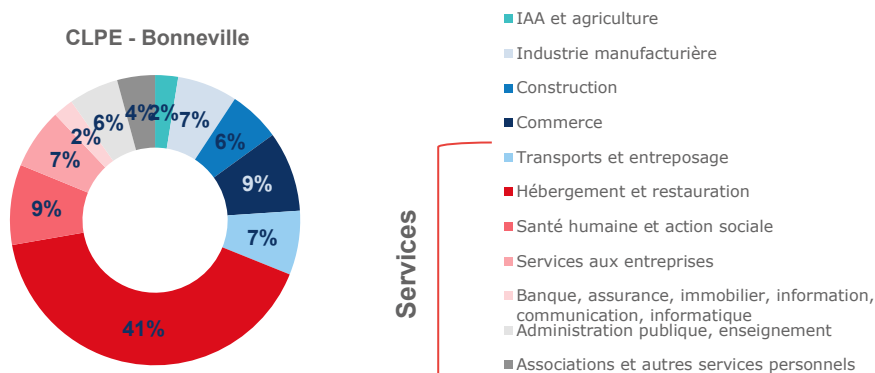


TOP 10 des métiers non saisonniers (H/F)

Les métiers précédés d'une * font également partie du TOP 10 des métiers non saisonniers régionaux.

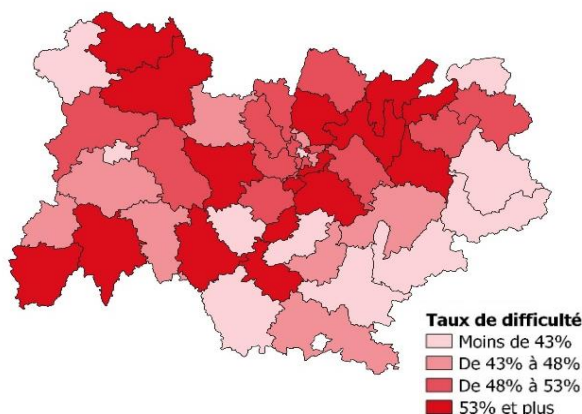


Répartition par secteur d'activité

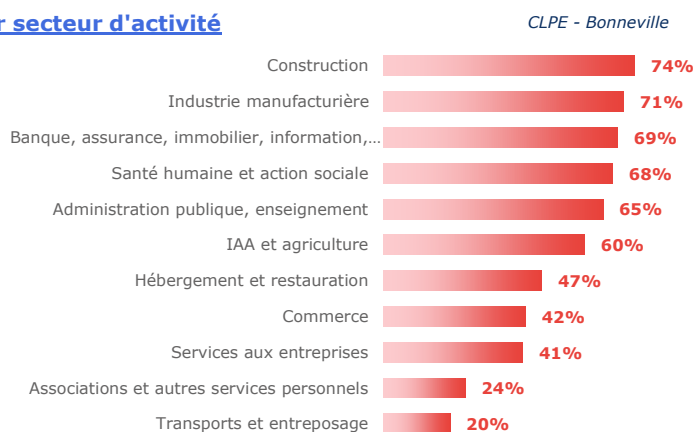


Les difficultés de recrutement

Part de projets jugés difficiles par CLPE



Par secteur d'activité



Les métiers difficiles à pourvoir

Métiers classés par taux de difficulté décroissant

	Projets 2026	dont difficiles	% difficiles		% saisonniers
			CLPE	Région	
Formateurs	130	130	100%	67%	3%
Ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage	100	100	96%	86%	11%
Agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la gestion des structures de loisirs	140	120	89%	40%	91%
Agents de sécurité et de surveillance	110	90	88%	50%	78%
Jardiniers des espaces verts et naturels	150	110	69%	52%	92%
Cuisiniers	610	390	64%	50%	84%
Vendeurs en habillement et accessoires, articles de luxe, de sport, de loisirs et cultu	320	200	62%	24%	65%
Aides-soignants	230	130	59%	75%	47%
Conducteurs de transport en commun sur route	210	120	56%	62%	47%
Professionnels de l'animation socioculturelle	250	130	52%	56%	50%

Lecture: Formateurs est le métier qui présente le plus fort taux de projets jugés difficiles sur le territoire. 100% des projets de recrutement de ce métier sont jugés difficiles sur le territoire contre 67% au niveau régional. Par ailleurs, 3% des projets de ce métier dans ce territoire sont liés à une activité saisonnière.



EN SAVOIR +

Retrouvez l'ensemble des publications sur :
www.observatoire-emploi-ara.fr

MÉTHODOLOGIE

Le champ de cette enquête est le même que celui de l'enquête 2025, soit :

- les établissements relevant de l'Assurance chômage,
- les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois,
- les établissements du secteur agricole,
- les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...),
- les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...).

L'enquête porte donc sur l'ensemble des employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (Banque de France...). Cette définition correspond au total à 270 000 établissements en Auvergne-Rhône-Alpes (extraits du répertoire SIRENE), dont 208 200 ont été interrogés cette année.

Près de 48 800 établissements ont répondu au questionnaire en Auvergne-Rhône-Alpes. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements de la région.

La reproduction des renseignements contenus dans cette étude est autorisée sous réserve d'en mentionner la source.